

Il y a dix ans à Paris, un fol espoir pour le climat

Le 12 décembre 2015, un accord géopolitique majeur était conclu à Paris, visant à limiter le réchauffement climatique « bien au-dessous » de 2 °C et à « poursuivre les efforts » pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C

Le grand moment de la diplomatie climatique du début du XXI^e siècle a commencé dans les rues parisiennes. Dimanche 29 novembre 2015, des milliers de paires de chaussures sont alignées place de la République, sous un ciel gris. La 21^e Conférence des Nations unies pour le climat (COP21) doit débuter le lendemain au Bourget (Seine-Saint-Denis). Elle aboutira à l'adoption du premier traité universel de lutte contre le réchauffement : l'accord de Paris.

Mais, ce jour-là, la France est encore sous le choc. Deux semaines auparavant, Paris et la Seine-Saint-Denis vivaient des attentats islamistes meurtriers. Par mesure de sécurité, les défilés sont interdits, et les ONG ont demandé aux militants de déposer bottes et mocassins, symboles de leur volonté de « marcher » pour lutter contre l'inaction climatique.

Vanessa Paradis et Marion Cotillard ont apporté une paire. Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU (2007-2016), a donné des baskets. Le pape François, auteur de l'encyclique écologique *Laudato si'*, a fait inscrire son nom au-dessus d'une paire de chaussures de ville noires. Les militants forment une chaîne entre « Répu » et Nation, interrompue par respect au niveau du Bataclan. « L'écosystème associatif travaille et vit dans ce quartier, les endroits qui avaient été attaqués sont ceux où on buvait des coups, se souvient Célia Gautier, à l'époque coordinatrice des associations au sein du Réseau Environnement Climat. Je me souviens même d'avoir envoyé des messages à des amis disant : "A quoi bon sauver le climat si l'humanité s'entretue ?" »

Malgré cette atmosphère, les autorités françaises et l'ONU n'ont ni annulé ni reporté. Vu l'inefficacité du protocole de

Kyoto (entré en vigueur en 2005), incapable d'endiguer la hausse des émissions de gaz à effet de serre, cette conférence est cruciale pour relancer l'action climatique. En 2009, la COP15 de Copenhague s'est terminée sans accord et dans les larmes ; en 2011, la COP17 de Durban (Afrique du Sud) a inauguré un cycle qui doit aboutir à Paris ; en 2013, lors de la COP19 de Varsovie, dominée par le lobby des producteurs de charbon, la France, seule candidate, est désignée comme pays hôte. « Mes homologues venaient me féliciter tout en me disant, d'un air dubitatif, "good luck", "bonne chance" », raconte Laurent Fabius, alors ministre des affaires étrangères et président de la future COP.

« RELATIONS INTERPERSONNELLES »

Consciente qu'un échec serait nuisible à son image et entraverait un peu plus un objectif universel de freiner le changement climatique, la diplomatie française se met en ordre de bataille. Pendant deux ans, le ministère des affaires étrangères mobilise tout son réseau autour de ce rendez-vous. Le Quai d'Orsay active les ambassades, où des réunions sont organisées avec des dirigeants et des acteurs économiques pour tâter l'humeur des capitales. Bonn, Davos, New York... Laurent Fabius réalise un tour du monde par mois.

L'avant-dernier week-end avant l'ouverture de la COP, le ministre se rend en Inde, en Afrique du Sud et au Brésil, pour rencontrer le premier ministre Modi, le président Zuma et la présidente Dilma Rousseff, trois dirigeants à l'intersection des plaques tectoniques de la diplomatie environnementale. « On décrit souvent les Etats comme des monstres froids. Mais les relations interpersonnelles comptent beaucoup », commente M. Fabius.

CONTRAIREMENT À D'AUTRES COP, CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT PARLENT DÈS LE PREMIER JOUR. UN COUP STRATÉGIQUE DEVENU LA NORME

L'économiste Laurence Tubiana, appelée pour diriger l'équipe de négociation en 2014, était de ce voyage. Après s'être cassé la cheville trois semaines avant, elle est opérée d'une péritonite à quelques jours de l'ouverture des débats. Pour affronter les longs couloirs, elle se déplacera parfois dans un fauteuil roulant baptisé le « Tubiana mobile », et sera surnommée « l'ambassadrice aux Converse » à cause de ses baskets.

Contrairement à d'autres COP, chefs de l'Etat et de gouvernement parlent dès le premier jour. Un coup stratégique devenu la norme. « Cette impulsion politique simple était déterminante. Mon argument vis-à-vis des ministres récalcitrants était de leur expli-

quer : "Écoutez, ce que vous proposez, c'est bien gentil, mais votre chef a dit qu'il fallait aller plus loin"... C'est un argument très puissant », se remémore M. Fabius. Près de 150 dirigeants montent à la tribune, six minutes chacun. Les discours durent quinze heures et offrent un moment de multilatéralisme impensable dix ans plus tard. Le président russe, Vladimir Poutine, peut croiser l'Américain Barack Obama, qui cite le militant pour les droits civiques Martin Luther King : « Il y a toujours un moment où il est trop tard pour agir. » Leur homologue chinois, Xi Jinping, rappelle une phrase de Victor Hugo : « Face à des difficultés extrêmes, il faut trouver des solutions extrêmes. » Le président des îles Marshall, Christo-



Décarbonation : la France détaille ses grandes ambitions

Cette feuille de route qui doit permettre à la France d'atteindre la neutralité carbone en 2050 risque de se heurter aux difficultés budgétaires

Tout un symbole. Vendredi 12 décembre, dix ans jour pour jour après l'adoption de l'accord de Paris sur le climat, la France a enfin mis en consultation un document essentiel afin d'accélérer la lutte contre le dérèglement climatique : la version intégrale de la 3^e Stratégie nationale bas carbone (SNBC), l'outil de pilotage de sa politique climatique. Ses objectifs portent désormais jusqu'en 2050, date à laquelle le pays doit atteindre la neutralité.

Cette feuille de route affiche des ambitions élevées, touchant tous les domaines de la vie quotidienne des Français, des transports au logement en passant par l'alimentation. Mais une interrogation reste entière : l'Hexagone pourra-t-il le tenir, alors que les politiques et les budgets pour l'environnement ne cessent d'être rotabés ?

Sauf nouveaux rebondissements, le texte devrait être définitivement publié par décret au printemps 2026, avec près de trois ans de retard. Reporté de multiples fois, il a fait les frais de l'instabilité politique et du manque

d'intérêt pour l'environnement d'une partie des premiers ministres qui se sont succédé depuis 2024. « La SNBC, qui est tout à la fois un plan d'actions, un modèle économique et une stratégie industrielle, nécessitait des études et des concertations avec les filières économiques et le grand public », justifie le cabinet de Monique Barbut, la ministre de la transition écologique. Une précédente consultation, menée fin 2024 sur une version de la SNBC ne portant que jusqu'à 2030 et pas 2050, avait recueilli 1,2 million de commentaires.

Tendances inquiétantes

La SNBC accroît les efforts à fournir. Il s'agit désormais de réduire les émissions brutes de gaz à effet de serre (GES) de 50 % d'ici à 2030 par rapport à 1990 (contre 40 % précédemment), pour suivre la relève des ambitions européennes. Les rejets carbonés devront ainsi être abaissés d'environ 5 % par an d'ici à 2030, puis de 7 % par an entre 2030 et 2050, contre 3 % de réduction en moyenne ces sept dernières années. Or, les

dernières tendances sont inquiétantes : les émissions n'ont diminué que de 1,8 % en 2024 et ne devraient enregistrer qu'une légère décline de 0,8 % cette année.

La feuille de route fixe aussi pour la première fois des objectifs de réduction de l'empreinte carbone française. Il s'agit de parvenir à une baisse de 71 % à 79 % d'ici à 2050 par rapport à 2010, pour atteindre entre 2,3 et 3,1 tonnes équivalent CO₂ par habitant, contre autour de 9 aujourd'hui. Il s'agit de s'attaquer non plus à la seule pollution sur le sol français, mais aussi à celle générée par les importations de biens et services.

Pour parvenir à ces objectifs, la SNBC décline une centaine d'actions sectorielles par secteur, censées aiguiller les politiques publiques mais aussi les entreprises. Dans les transports, le secteur le plus polluant, le gouvernement souhaite baisser les émissions de 26 % entre 2023 et 2030, un effort colossal alors qu'elles ont stagné jusqu'à présent. Il mise sur de nombreux leviers, dont la progression des véhicules électriques (pour atteindre

les deux tiers des ventes de véhicules neufs), le doublement du fret ferroviaire ou encore une hausse des transports en commun (25 %).

Dans l'agriculture, le gouvernement prend également des hypothèses très ambitieuses : 21 % de grandes cultures en bio en 2030 (contre 6 % en 2023), le doublement de la consommation de légumineuses entre 2020 et 2030, une diminution de 30 % du recours aux engrais azotés d'ici à 2030 et de 50 % d'ici à 2050. Concernant la viande, première source d'émissions du secteur, le document évoque « une consommation globale moindre de viandes et de charcuterie, en particulier importées », sans toutefois mentionner d'objectif chiffré.

Les bâtiments doivent réduire leurs émissions de 60 % d'ici à 2030, grâce à 250 000 rénovations d'« ampleur » de logements par an d'ici à 2030 (contre moins de 100 000 aujourd'hui), le remplacement de 60 % des chaudières au fioul et de 20 % de celles au gaz, ou encore l'installation de 8,8 millions de pompes à chaleur (PAC),

au même horizon. Par rapport à la version de 2024, la SNBC réduit la voilure sur les rénovations, mais l'augmente pour les PAC. L'industrie, elle, vise une « réindustrialisation verte », et une utilisation accrue d'électricité, de biomasse ou d'hydrogène décarboné ainsi que de captage et stockage du CO₂.

Sortie des énergies fossiles

Alors que la 3^e programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) est toujours attendue, la SNBC rappelle aussi les grands objectifs énergétiques : sortir des fossiles d'ici à 2050 et réduire notre consommation d'énergie finale, grâce à l'efficacité et à la sobriété.

Mais la SNBC le reconnaît : atteindre la neutralité carbone constitue « un défi majeur » compte tenu de la mortalité en hausse des arbres des forêts. Ces puits de carbone naturels pâtissent des sécheresses, incendies, maladies et de coupes trop importantes. Le gouvernement prévoit des mesures pour protéger et renouveler ces espaces, et imagine une sortie de crise après 2030, mais de fortes in-

certitudes demeurent. Malgré tout, la SNBC vise toujours une baisse des émissions nettes de GES (en intégrant les puits) de 55 % d'ici à 2030, soit l'objectif européen.

L'autre écueil est le financement. La décarbonation nécessitera 80 milliards d'euros d'investissements supplémentaires annuels d'ici à 2030 (par rapport à 2024). Une gageure dans un contexte d'austérité budgétaire. « On est capable d'accompagner ces actions, par exemple avec les certificats d'économies d'énergie [financés par les énergéticiens], qui ont été augmentés en 2026 », a assuré Monique Barbut aux Echos, jeudi, tout en appelant à « arrêter les stop-and-go » sur les financements.

Car la SNBC le rappelle : l'inaction climatique coûte bien plus cher. La transition bas carbone doit aussi réduire la facture d'énergie des ménages, tout en limitant l'exposition des plus vulnérables aux variations des prix. De quoi « améliorer l'acceptabilité sociale de la transition », anticipe le cabinet de Monique Barbut. ■



De gauche à droite, Laurence Tubiana, Christiana Figueres et Laurent Fabius (assis), dans la salle plénière de la COP21, à Paris-Le Bourget, le 12 décembre 2015.

JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/
FRENCH-POLITICS
POUR « LE MONDE »

pher Loeak, lance un appel : « En tant que représentant d'une nation qui se trouve à 2 mètres au-dessus du niveau de la mer, j'implore votre aide pour que mon pays ne soit pas submergé par la montée des eaux. »

Le chef de l'Etat français, François Hollande, lui, tient le micro un peu plus longtemps et lâche déjà les termes qui constitueront le cœur de l'article 2. Il propose aux Etats de dessiner « une trajectoire crédible permettant de contenir le réchauffement global en dessous des 2 degrés Celsius, ou 1,5 °C si possible ». Si le seuil de 2 °C est en débat depuis que l'Union européenne (UE) l'avait fixé comme limite dans les années 1990, le 1,5 °C de réchauffement est porté par les scientifiques, les représentants des Etats les plus vulnérables et la société civile. Des affaires du Fonds mondial pour la nature (WWF) représentent ainsi pour se noyant lorsqu'un liquide rouge atteint les + 2 °C. « Nous portons aussi des tee-shirts "2 °C too much" qui remportent un certain succès. Nous avons croisé Teresa Ribera [directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales, future ministre espagnole et actuelle vice-présidente de la Commission européenne], qui nous avait dit que le message était bien trouvé », sourit Pierre Cannet, à l'époque au WWF.

UNE COALITION DES AMBITIEUX

Pour arriver à inscrire ce seuil ambitieux dans un accord, il reste beaucoup de travail. Une première ébauche de texte, concoctée depuis des mois par deux cofacilitateurs américain et algérien, laisse 1600 options ouvertes. Il faut dénouer le sujet des responsabilités différenciées, crucial pour les pays émergents, du financement à destination des pays en développement, de l'adaptation, de la transparence... Les négociations s'accroissent en deuxième semaine. La présidence met en place des binômes de ministres négociateurs sur chaque sujet et laisse la parole à tout le monde lors de réunions nocturnes baptisées « indaba », soit un « conciliabule en petit cercle » en langues zoulou et xhosa, clin d'œil aux Sud-Africains, si importants depuis 2011.

Le Malien Seyni Nafo, porte-parole du groupe Afrique et futur président du Fonds vert pour le climat, organise les débats au sein du G77 + Chine, un groupe puissant mais hétéroclite qui réunit les pays les moins avancés, des pays vulnérables ainsi que des émergents. « Je demande à tous de prendre une feuille blanche et de mettre leurs principales priorités, puis je fais une synthèse, précise-t-il. Et ça devient la position du groupe. Per-

sonne ne peut plus arriver à la 25^e heure avec une pilule empoisonnée. Le consensus, ce n'est pas un cirque, c'est de la discipline... »

La présidence teste des textes, rassure les uns et les autres, et le théâtre de la COP, fait de faux-semblants et de jeux de dupes, se met en place. Face aux réticents de certaines parties, les îles Marshall organisent une coalition des ambitieux, qui jouera un rôle-clé le vendredi 11 décembre en parlant à la presse. L'Europe insiste sur les 10 milliards d'euros promis aux pays pauvres pour développer les énergies renouvelables. La présidence de la COP a aussi préparé un communiqué secret, en cas de blocage du Sud en phase finale, où elle s'engageait à répartir les financements à égalité entre l'adaptation et l'atténuation.

La fatigue s'installe. Les négociateurs peuvent dormir en des salles de repos. « Il y a des moments où je suis incapable de terminer une phrase. Au milieu de mon raisonnement, je me rends compte que je ne sais plus de quoi je parle », témoigne Paul Watkinson, du ministère de l'écologie, un des hommes-clés de l'accord. Lui et tous les autres négociateurs diplomates passent la nuit du vendredi 11 au samedi 12 décembre à défiler auprès de Laurence Tubiana et de Christiana Figueres, patronne de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, pour mettre au propre chaque partie du texte. La scène finale peut commencer.

A l'aube du samedi 12 décembre, la COP commence à jouer les prolongations. Contrairement à la volonté de M. Fabius, qui veut transmettre le texte aux parties, M^{me} Tubiana demande quelques heures pour rencontrer les plus récalcitrants, notamment le groupe des Like-Minded Developing Countries, qui réunit des pays en développement pauvres et des producteurs en développement aux points de vue proches. Elle leur présente les points positifs qu'ils réclamaient, en particulier l'affirmation que les Occidentaux devront faire plus. Une façon de calmer les réfractaires comme la Malaisie, l'Iran, et de faire passer le + 1,5 °C...

« C'est ça ou rien, je ne peux pas vraiment faire mieux. Là, un silence de mort s'installe. Je me dis que c'est foutu et je craque, je me mets à pleurer de fatigue », confie Laurence Tubiana. Moment suspendu. Les représentants se dirigent vers elle. La négociatrice vénézuélienne Claudia Salerno l'étreint ; le représentant iranien, lui, évite tout contact physique mais dit la soutenir. Tous donnent leur feu vert. La Chine accepte l'idée du 1,5 °C et l'Inde apprécie que les efforts demandés soient différenciés en fonction « des capacités respecti-

ves, eu égard aux différentes situations nationales ». « Les gens sont contre quand ils ont peur de quelque chose qu'ils ne comprennent pas, il faut s'approprier leur langage », analyse a posteriori Laurence Tubiana.

La proposition de texte final n'est divulguée qu'à la mi-journée. Histoire de ne froisser personne, la présidence de la COP rattrape un impair en le traduisant en russe, une des langues officielles de l'ONU. Mais un terme va mettre l'accord en péril. Dans la fatigue de la nuit, lors de la rédaction finale, autour de Laurent Fabius, Laurence Tubiana, Christiana Figueres et son équipe, un « shall » a été inséré à la place du « should » dans le paragraphe 4 de l'article 4. Il est alors écrit que « les pays développés doivent [et non "devraient"] continuer à être en première ligne pour mener à bien des plans nationaux de réduction d'émissions de gaz à effet de serre ». Le représentant américain, John Kerry, appelle le président de la COP et lui dit qu'il ne peut accepter. En l'état, la phrase devient juridiquement contraignante et oblige l'administration Obama à devoir faire passer le texte devant un Sénat hostile.

Sauf que le groupe G77 + Chine refuse de revenir arrière, notamment sa présidente, la Sud-Africaine Nozipho Mxakato-Diseko. La plénière de fin est reportée de demi-heure en demi-heure. M. Fabius se rend dans la salle du « groupe "shall-should" » : « C'est une erreur matérielle (...) et non un changement de fond. Je vous demande de me croire. Et de ne pas bloquer. » « D'accord », finit par lâcher M^{me} Mxakato-Diseko. « Je vais proposer de débaptiser les îles Marshall. On les appellera désormais les "îles Marshould" », ironisera le représentant de cet Etat insulaire devant M. Fabius.

« EMBALLAGE FINAL RÉUSSI »

« D'un point de vue tactique, nous avons su créer la confiance avec les pays du Sud dans les jours précédents en écoutant tout le monde, c'est le secret d'un emballage final réussi », estime Rémy Rioux, négociateur de la partie finances et futur président de l'Agence française de développement. Pour surmonter les dernières réticences, M. Fabius dira quelques mots, dans sa déclaration finale, sur la Turquie, qui veut être assimilée à un pays en développement et fera mine de ne pas voir la main levée du représentant nicaraguayen.

Le marteau tombe. Le négociateur chinois et l'ancien vice-président des Etats-Unis Al Gore, Prix Nobel de la paix en 2007 pour son action pour le climat, étreignent leurs voisins ; Ban Ki-moon et François Hollande font de même à la tribune ; une partie des ONG se laisse aller à la liesse tandis que d'autres se projettent déjà sur la suite. « Notre mission est d'être tout de suite lucides, il n'y a rien sur les fossiles, rien sur les émissions de gaz à effet de serre et nous serions naïfs de penser [que cela] va changer les règles de la mondialisation. C'est un accord géopolitique majeur, mais il engage surtout ceux qui veulent y croire », constate Maxime Combes, porte-parole de l'association altermondialiste Attac au moment de la COP21. « Ce texte n'est pas une baguette magique et il faut encore attendre pour savoir si l'histoire lui donnera raison, mais beaucoup de rapports comme celui du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sur le + 1,5 °C et d'initiatives sont venus le renforcer et lui donner du sens », estime Alix Mazounie, présente pendant la COP et coordinatrice des programmes au Réseau Action Climat.

Très vite ratifié par l'UE, puis par les Etats-Unis, et devenu un repoussoir pour les climatocseptiques, l'accord de Paris a démontré sa plasticité et sa profondeur. Grâce au « bilan mondial » qu'il impose tous les cinq ans, il a permis de mettre les Etats face à leurs responsabilités et les oblige à amplifier leur plan climatique. Le 23 juillet 2025, la Cour internationale de justice s'est même appuyée sur lui pour rendre un avis qui fait de la violation des obligations climatiques un « fait international illicite ».

Mais ce qui a permis à cet accord d'aboutir et de durer, les contributions déterminées au niveau national (des plans climat élaborés par chaque pays), est aussi sa grande faiblesse. Sa mise en œuvre est dépendante de la volonté des Etats, donc du contexte géopolitique et économique. « L'accord de Paris n'est pas la fin. C'est une boîte à outils, mais c'est la boîte à outils dont nous avons besoin pour tenter de faire avancer les choses », conclut Paul Watkinson, rejoint par Seyni Nafo : « Les COP sont le reflet de la géopolitique. Les négociations climatiques sont incroyables. En 2015, nous avons bénéficié d'un incroyable alignement des planètes. Aujourd'hui, nous sommes dans le creux de la vague, et nous espérons en sortir un jour. » ■

MATTHIEU GOAR

La Suède, pionnière de la transition devenue cancre de l'Europe

Engagé tôt dans la voie de la décarbonation, le pays a vu sa trajectoire dévisser sous l'impulsion de la droite et de l'extrême droite

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

La photo a fait le tour du monde. On y voit la ministre du climat et de l'environnement suédoise, Isabella Lövin (écologiste), entourée de ses collaboratrices, signer la loi sur le climat, le 2 février 2017. Adopté dans le sillage de l'accord de Paris, le texte devait mener le pays de 10 millions d'habitants vers la neutralité carbone d'ici à 2045.

A l'époque, le royaume scandinave faisait figure de pionnier de la transition écologique. La Suède était parvenue à démontrer qu'« il était possible de combiner la mise en place d'un Etat-providence et le développement économique, tout en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre [d'environ 30 % depuis 1990], grâce à des politiques basées sur la science », explique Johan Rockström, directeur de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact du climat.

Depuis, le tableau a radicalement changé : en 2024, les émissions suédoises sont reparties à la hausse, enregistrant un bond de 7 %. Parmi les 27 pays membres de l'Union européenne, le royaume se classe dernier. Certes, les Suédois ont une empreinte carbone plus légère que leurs voisins (7,6 tonnes d'équivalent CO₂, contre plus de 10 tonnes pour la moyenne européenne). Mais d'après l'Agence nationale de protection de l'environnement, le pays n'atteindra aucun de ses objectifs climatiques de 2030 à 2045.

Pour comprendre comment la Suède en est arrivée là, il faut remonter au printemps 2019. Sur Facebook, le groupe « bensinproret » (« la révolte de l'essence ») voit le jour. En quelques mois, il gagne 500 000 abonnés. L'engouement ne débordera jamais d'Internet mais « les responsables politiques ont eu peur de faire face à un soulèvement similaire à celui des "gilets jaunes" en France », explique la journaliste Erika Bjerström, spécialiste du climat.

Incitations « supprimées »

En Suède, le détricotage de la politique climatique débute à l'automne 2022, après la victoire de la droite et de l'extrême droite aux législatives. « Avec une précision chirurgicale, les aides et incitations ont été supprimées, de même que les ressources mises à disposition des agences gouvernementales pour assurer le suivi de la politique climatique », raconte Isabella Lövin, eurodéputée depuis 2024.

Une mesure, en particulier, va avoir un effet dévastateur : pour baisser les prix à la pompe, le gouvernement décide de réduire la part de biocarburants incorporée à l'essence et au diesel. Le dispositif était en place depuis 2018.

Pour s'émanciper de sa dépendance aux hydrocarbures, la Suède a décarboné sa production d'énergie dès les années 1970, en misant sur le chauffage urbain et les centrales de cogénération. L'abondance d'hydroélectricité et les investissements dans le nucléaire ont accéléré la transition. A partir de 2010, l'industrie s'est engagée sur la voie de la décarbonation. Restaient donc les transports.

En 2018, « l'idée était de remplacer les hydrocarbures par des carburants renouvelables produits à partir des restes de l'industrie forestière, détaille Asa Romson,

DEPUIS 2022, « AVEC UNE PRÉCISION CHIRURGICALE, LES AIDES ET INCITATIONS ONT ÉTÉ SUPPRIMÉES »

ISABELLA LÖVIN
ex-ministre du climat,
eurodéputée depuis 2024

ex-porte-parole du parti écologiste et ministre du climat de 2014 à 2016. Et ce jusqu'à ce que le parc automobile puisse être suffisamment électrifié et que nous ayons mis en place un concept commercial et une industrie capables de produire des biocarburants de manière durable. »

A peine arrivées au pouvoir, la droite et l'extrême droite décident de réduire au minimum la part des biocarburants incorporée aux hydrocarbures pour presser les prix à la baisse. L'effet est immédiat : entre 2023 et 2024, le nombre d'automobilistes augmente de 37 %, leur consommation de diesel et de 6 % celle d'essence.

Relance du nucléaire

Le gouvernement ne s'arrête pas là : du jour au lendemain, il réduit de près de 20 % le budget consacré au climat. Il supprime les subventions à l'achat de véhicules électriques. Il suspend aussi les aides versées aux municipalités pour accélérer la transition, abandonne les projets de train à grande vitesse entre les trois grandes villes du pays, et abolit les taxes sur le transport aérien et les sacs plastiques.

La politique climatique de la Suède se résume alors à la relance du nucléaire. Qu'importe que l'industrie réclame aussi des investissements dans l'éolien : en novembre 2024, 13 projets de fermes éoliennes en mer Baltique sont retoqués par le gouvernement, qui évoque des raisons de sécurité.

A mots couverts, les patrons font part de leur frustration à l'égard de la politique menée depuis 2022. « Le niveau des ambitions, les règles et les lois changent, ce qui complique les investissements, mais les entreprises maintiennent le cap, même si elles aimeraient des conditions plus transparentes et stables », déclare Anna Stellingner, numéro deux du patronat suédois.

Les Suédois sont aussi critiques : selon diverses enquêtes d'opinion, plus des trois quarts estiment que leur pays devrait faire plus pour le climat. N'assumant visiblement pas son bilan, à un an des prochaines législatives, le premier ministre conservateur, Ulf Kristersson, a clamé, le 12 novembre, que la Suède était toujours « à la pointe de la politique climatique mondiale » et assuré que les émissions du pays « seront plus faibles en 2026 qu'en 2022 ». Une affirmation contestée par les experts.

Le royaume peut encore se ressaisir et retrouver son « rôle de leader », estime Johan Rockström. Mais la tâche s'annonce compliquée pour le prochain gouvernement (la gauche est donnée en tête dans les sondages), car, observe Isabella Lövin, le changement de cap risque d'être brutal et pourrait s'avérer très coûteux. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT